

3 fautes et une bonne idée des « Gilets Jaunes en colère » (qui ne représentent qu'eux-mêmes)

écrit par Gladius | 5 janvier 2019



A propos du débat national : jeu de dupes annoncé ou match à la loyale ?

J'ai hésité à commenter cette [fameuse lettre](#) car je ne voulais pas que, ce faisant, je passe pour quelqu'un de malveillant qui ferait du tort à ce groupe de GJ qui s'est auto-intitulé « la France en colère » ou que je sois accusé de semer la zizanie dans ce grand mouvement multiforme des Gilets Jaunes

Je ne dénie pas le droit à une fraction des GJ de se constituer en un groupe caractérisé et de faire part à Macron de ses aspirations et de ses exigences propres. Je considère même que cette initiative est libre de se distinguer, qu'elle est même sympathique dans son intention et digne d'intérêt, mais qu'elle ne doit pas se présenter dans une perspective, assez transparente et forcée, d'exclusivité dans la représentativité de l'ensemble du mouvement GJ. Le « Nous Peuple de France » me paraît être une sorte d'usurpation quelque peu abusive d'un titre ou d'un mandat.

C'est en tout cas le sentiment que je ressens en lisant cette lettre. Je trouve que cette démarche est présentée avec précipitation et une certaine maladresse et qu'elle peut produire des effets contre-productifs.

Je pense que ce ressenti sera partagé par d'autres Gilets Jaunes, dont certains, également en pointe sur le plan médiatique, pourraient légitimement penser que cette façon d'agir en « cavalier seul » n'est certainement pas, à ce stade, la meilleure des méthodes pour affronter le fourbe et manipulateur Macron

Sur la forme :

Les fautes d'orthographe (cette question n'est pas anodine, loin s'en faut !) : outre les 3 relevées par Laurent, j'en ai trouvé 4 autres (alinéa 7 : « s' adressent – déjà signalée par Formalo – alinéas 13 et 21 : 2 fois « que penser » – dernier alinéa : « eh non » « eh oui »).

Je ne veux pas passer pour un pédant donneur de leçons mais je trouve potentiellement dommageable qu'une missive destinée à ce Président de la République (prompt à considérer les « gens d'en bas » comme illettrés, ignares et pour tout dire, non dignes d'intérêt) et contenant des fautes de français, expose d'avance ses auteurs à une déconsidération certaine. Puis-je recommander aux rédacteurs d'autres missives de ce genre de soumettre leurs textes au contrôle d'une personne « bonne en orthographe » ? Ce n'est pas indigne que de le faire et cela peut valoriser la teneur du message (en tout cas ne pas la dévaloriser).

Je me permets de faire la même remarque à Eric Drouet, que j'estime énormément pour son courage et sa détermination, mais qui ne fait manifestement pas d'effort pour améliorer son orthographe dans ses messages.

Sur le contenu :

Plus de la moitié du message porte sur une plainte

récurrente, consistant à stigmatiser les brutalités et les entorses à la loi des méchantes Forces de l'Ordre envers les GJ (ce qui est vrai ; et ce qui est très bien de dénoncer). Ainsi que sur le manque de considération du Pouvoir envers ces derniers.

Mais par ailleurs, manquent de très nombreuses doléances et revendications, qui ont pourtant fait l'objet de débats et de discussions consensuels, sur les réseaux sociaux, ! **Donc : copie à revoir !**

Par contre, une idée très intéressante et intelligente a émergé : la nécessité, si un débat national (ou une concertation nationale) devait voir le jour, d'exclure que ce soit l'Exécutif qui en prenne la direction ou la « prise en mains ». Déjà l'invitation de Macron à lancer, donc à diligenter une telle opération fait craindre le pire, qu'il la détourne de ses véritables objectifs et de ses modes d'expression. Et qu'en final le bon peuple soit berné, une fois de plus.

Il est évident qu'une main mise de Macron et de sa bande, même partielle, sur la maîtrise d'œuvre de ce débat, ne pourra conduire qu'à le fausser, au seul profit du pouvoir et au détriment total des Français. L'Exécutif ne peut être à la fois maître d'ouvrage et maître d'œuvre , pas plus que juge et partie »

Un tel hold up pourrait être de la part de l'exécutif un bon moyen également de fragmenter, donc de diviser, les Gilets Jaunes, de les mettre au pas et même de les abattre pour longtemps.

Ce qui signifie qu'une telle opération devra être conçue, préparée et mise en oeuvre par une instance neutre, intègre, consensuelle, respectable , respectueuse des Droits des uns et des autres, bien évidemment des plus compétentes et totalement libre et indépendante de l'Exécutif. Aucun membre de cet

exécutif n'en fera partie sauf au titre d'observateur.

Ce pourrait être une commission, composée de 24 membres, dont 1/3 de parlementaires (4 députés et 4 sénateurs), 1/3 de maires (élus à partir d'un collège de maires candidats) et un dernier tiers de personnes de la société civile, dont 4 tirés au sort à partir des listes électorales (électeurs ayant voté aux 3 derniers scrutins) et 4 spécialistes du droit (notamment constitutionnel) , à l'exclusion de magistrats du Parquet. (1)

Il s'agit là d'une exigence préalable absolue, non négociable.

Note de Christine Tasin

Je suis en désaccord total avec Gladius sur la composition de la commission qu'il appelle de ses vœux. Je ne pense pas que députés et sénateurs aient leur place dans une commission quelconque, leurs votes montrent qu'ils sont, dans leur immense majorité, nos ennemis. Idem pour les maires, il y a plus de maires collabos et macroniens que de maires indépendants et patriotes. Quant au tirage au sort c'est un gros risque de voir des dhimmis, des collabos, des musulmans adeptes de la charia, des zombies ne comprenant rien, des camés etc. chargés du sort de la nation !!!!

Je suis opposée à ce genre de débats qui ne servent à rien, sauf à endormir le peuple (et notamment les GJ) pendant 3 mois, le temps de faire retomber la détermination. Et encore plus si les thèmes de débat sont choisis par la Macronie.

Le seul débat qui vaille est « élections », « débat électoral » après dissolution de l'Assemblée, après démission de Macron. Ce sont les seuls buts à atteindre là où on en est. Macron a clairement dit le 31 décembre que le débat n'avait pas d'autre but que d'expliquer à ces cons de Français que Macron détient la vérité, qu'il est là pour accomplir des réformes et qu'il les appliquera.